

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS  
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX**

---

**FOURNITURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS**

---

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars  
2016 relatif aux marchés publics.**

**Date et heure limites de remise des offres : vendredi 7 décembre 2018 à 11h30**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
  - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
  - 2.2. - Procédure de passation
  - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
  - 2.4. - Marchés publics simplifiés (MPS)
3. - Dispositions générales
  - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
  - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
  - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
  - 3.5. - Délai de validité des propositions
  - 3.6. - Variantes
  - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
  - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
  - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
  - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
  - 5.1. - Documents à produire
  - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
  - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
  - 5.4. - Unité monétaire
  - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

## Article 1 - Acheteur

**Le pouvoir adjudicateur** : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS

Adresse :  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Télécopie : 03.21.19.55.09  
Site internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :  
FOURNITURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS  
La forme du marché revêt le caractère d'un achat.

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir du 01-01-2019.

### 2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l' (des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - PRODUITS DE SNACK CHAUD	0,00 € HT	6 000,00 € HT
Lot 2 - PRODUITS GLACES	0,00 € HT	6 000,00 € HT
Lot 3 - BOISSONS	0,00 € HT	60 000,00 € HT
Lot 4 – BOISSONS CHAUDES	0,00 € HT	10 000,00 € HT

### 2-4-Marchés publics simplifiés (MPS)

L'accord-cadre fait partie du dispositif « marché public simplifié » (MPS) dans le cadre du programme national « Dites-le-nous une fois ».

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le dispositif MPS permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro SIRET. Dans ce cas, le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé.

La réponse électronique est alors indispensable, mais aucune signature n'est exigée (la signature sera demandée a posteriori à la seule entreprise retenue).

En se connectant à l'adresse du profil acheteur, les candidats peuvent transmettre certains éléments standards de leur candidature.

Le formulaire pré-rempli grâce au numéro SIRET permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, numéro tva intracommunautaire, adresse) ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DRFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le profil d'acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Attention : le candidat doit joindre les documents de la candidature qui ne sont pas prévus dans le formulaire MPS. Toutefois, certaines exigences (signature de l'offre, attestations d'assurance) ne seront demandées qu'au candidat retenu.

L'utilisation du formulaire « MPS » est fortement préconisée, mais le candidat peut néanmoins répondre par tout autre moyen.

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

L'accord-cadre est décomposé en 4 lots définis comme suit :

Lot n° 1 : PRODUITS DE SNACK CHAUD

Lot n° 2 : PRODUITS GLACES

Lot n° 3 : BOISSONS

Lot n° 4 : BOISSONS CHAUDES

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

#### **3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 21 mois, à compter du 01-01-2019.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des commandes est déterminé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Fonds propres, emprunts et subventionnements éventuels

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 3 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes autorisées**

Les variantes par rapport à l'objet de l'accord-cadre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement (un par lot),
- le CCAP,
- le CCTP,
- le bordereau de prix unitaires (un par lot),

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://marchespublics596280.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### **4-3-Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## **Article 5 - Présentation des propositions**

### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature**

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimes\\_dc/dc1.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf))
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimes\\_dc/dc2.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf))
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

#### **Contenu de l'offre**

- Acte d'engagement
- Bordereau de prix unitaire
- Tarifs ou catalogue(s) tarifaire(s) du candidat avec la totalité des prix unitaires et indiquant le montant du rabais sur les produits y figurant
- Cahier des clauses administratives particulières
- Cahier des clauses techniques particulières
- Mémoire technique

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

### **5-2-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **5-3-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis**

#### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES .

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

### **5-5-Négociation**

Les conditions de négociation sont les suivantes :

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

### **5-6-Signature de l'offre**

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature manuscrite ou électronique.

Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat.

## **Article 6 - Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

### **Critères de jugement des offres :**

#### **Lot N° 01 : produits de snack chaud**

##### **1. Valeur technique (pondération : 60 points)**

Le critère "valeur technique" sera évalué en fonction des sous critères suivants :

- la diversité des aliments proposés dans le respect des apports énergétiques imposés par la qualité des repas et de l'équilibre des menus (40 points)
- l'originalité des aliments proposés (10 points)
- présentation des documents (10 points)

Chaque sous critère sera évalué en application d'un coefficient à la note maximale :

- très satisfaisant : coefficient 1
- satisfaisant : coefficient 0.7
- moyennement satisfaisant : coefficient 0.5
- insatisfaisant : coefficient 0.1

##### **2. Prix (pondération : 40 points)**

La note attribuée aux candidats pour le critère "prix" est établie sur la base de la formule suivante :

note du candidat = (offre la moins chère / offre analysée) X pondération (40)

### **Lot N° 02 : produits glacés**

1. Valeur technique (pondération : 60 points)

Le critère "valeur technique" sera évalué en fonction des sous critères suivants :

- la diversité des aliments proposés dans le respect des apports énergétiques imposés par la qualité des repas et de l'équilibre des menus (40 points)
- l'originalité des aliments proposés (10 points)
- présentation des documents (10 points)

Chaque sous critère sera évalué en application d'un coefficient à la note maximale :

- très satisfaisant : coefficient 1
- satisfaisant : coefficient 0.7
- moyennement satisfaisant : coefficient 0.5
- insatisfaisant : coefficient 0.1

2. Prix (pondération : 40 points)

La note attribuée aux candidats pour le critère "prix" est établie sur la base de la formule suivante :

note du candidat = (offre la moins chère / offre analysée) X pondération (40)

### **Lot N° 03 : boissons**

1. Prix (pondération : 100 points)

La note attribuée aux candidats pour le critère "prix" est établie sur la base de la formule suivante :

note du candidat = (offre la moins chère / offre analysée) X pondération (100)

### **Lot N° 4 : boissons chaudes**

1. Prix (pondération : 100 points)

La note attribuée aux candidats pour le critère "prix" est établie sur la base de la formule suivante :

note du candidat = (offre la moins chère / offre analysée) X pondération (100)

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

### **1) Renseignements administratifs**

Adresse internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : SERVICE MARCHES PUBLICS  
Adresse : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS



SERVICE MARCHES PUBLICS  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Fax : 03.21.19.55.09  
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

## **2) Renseignements techniques**

Adresse internet :

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : Mr EMMANUEL GRARD  
Adresse : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
SERVICE MARCHES PUBLICS  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Fax : 03.21.19.55.09  
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

## **3) Voies et délais de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de saisir le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.